



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Dossier n° F02416P0033

### Arrêté

**Portant décision de réalisation d'une étude d'impact dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,  
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur,  
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale du 16 octobre 2015 relatif au dossier de demande de permis de construire d'un équipement plurifonctionnel culturel et sportif sur la commune de Chartres (28) ;
- Vu la délibération n°2016/141 du conseil municipal de la ville de Chartres approuvant le dossier de réalisation de la ZAC « Pôle Gare » ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02416P0033 relative à la réalisation d'un équipement plurifonctionnel culturel et sportif, d'une capacité d'accueil de 4 037 personnes, à Chartres (28) reçue complète le 12 juillet 2016 ;
- Vu la décision tacite, née le 17 août 2016, soumettant ce projet à étude d'impact ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 29 juillet 2016 ;
- Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un équipement plurifonctionnel culturel et sportif, d'une capacité d'accueil maximum de 4 037 personnes, au sein de la zone d'aménagement concerté (ZAC) « Pôle Gare » sur la commune de Chartres (28) ;
- Considérant qu'il relève de la rubrique 38° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant la sensibilité environnementale de la zone d'implantation du projet qui tient notamment à sa situation en milieu urbain dense, et donc à proximité de nombreuses habitations ;
- Considérant que le projet induira une augmentation du trafic routier sur les infrastructures routières de desserte local et sur les axes routiers structurants qui en permettent l'accès ;
- Considérant les nuisances sonores générées par l'utilisation de cet équipement plurifonctionnel d'une part, et induites par le trafic routier dont il sera à l'origine d'autre part, plus particulièrement lors de rencontres sportives ou de spectacles ;
- Considérant les impacts sur la qualité de l'air, imputables à la circulation des véhicules au droit du projet, potentiellement renforcés par des effets de congestion ;

- Considérant les possibilités de stationnement sauvage aux abords des infrastructures à proximité du projet pouvant être à l'origine de situation à risque en matière de sécurité routière pour les piétons ;
- Considérant en outre que l'avis de l'autorité environnementale susvisé, relatif au projet d'équipement plurifonctionnel culturel et sportif sur la commune de Chartres d'une capacité d'accueil de 5 880 personnes, émet des réserves sur les enjeux de bruit et de qualité de l'air ;
- Considérant par ailleurs les effets cumulés tant en phase chantier qu'en phase d'exploitation, notamment sur ces enjeux, du projet d'équipement plurifonctionnel avec le projet de ZAC « Pôle Gare » dont le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du conseil municipal de la ville de Chartres du 31 mars 2016,

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision tacite, née le 17 août 2016, soumettant à étude d'impact le projet d'équipement plurifonctionnel culturel et sportif, d'une capacité d'accueil de 4 037 personnes, sur la commune de Chartres (28) est modifiée en tant qu'elle est remplacée par la présente décision.

### **Article 2**

Le projet d'équipement plurifonctionnel culturel et sportif, d'une capacité d'accueil de 4 037 personnes, sur la commune de Chartres (28) est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

### **Article 4**

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

### **Article 5**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le **08 SEP. 2016**

**Pour le Préfet de région**

et par délégation,

le Secrétaire général

pour les affaires régionales

**Claude FLEUTIAUX**